Paris, le 25 mai 2009

Xavier PAPET
FIAN
15, rue Georges Jacquet
38000 Grenoble

Monsieur,

Nous tenons tout d'abord à vous remercier de votre courrier et de l'intérêt que vous portez au rôle du Parlement Européen.

Le contrat d'Europe Ecologie repose sur deux idées simples:

- Pour protéger, il faut changer : une autre régulation économique, reposant sur la mutation écologique de la société, constitue la seule issue réaliste et durable. Secteur par secteur, cette conversion doit commencer maintenant pour éviter la catastrophe.
- Pour changer, il faut protéger : les populations européennes ne s'engageront dans cette réorientation que si elles ont la garantie que ce changement de direction favorise leur mieux-être. Par conséquent, les droits fondamentaux, sociaux et environnementaux doivent être garantis. La crise est l'occasion de les renforcer maintenant.

Vous pourrez trouver l'ensemble de nos propositions dans notre « Contrat écologiste pour l'Europe » sur notre site internet en suivant le lien suivant : http://www.europeecologie.fr/files/EE_Programme_BD.pdf

Le droit à l'alimentation, comme l'ensemble des droits fondamentaux, sont au cœur du projet écologiste. Nos candidat-e-s soutiennent donc naturellement vos propositions concernant la mise en oeuvre effective du droit à l'alimentation.

Comme sur de nombreux sujets, il faut tout à la fois se battre pour obtenir le respect des engagements de l'UE et le respect effectif des droits acquis, et en exiger de nouveaux. Le Groupe Verts/ALE au Parlement européen a toujours répondu présent sur ces combats et nos élu-e-s continueront.

Par ailleurs, le pilier international de notre programme (ci-joint) comporte une proposition pour la reconnaissance du droit à la souveraineté alimentaire, adossé au droit à l'alimentation. Cves deux combats nous semblent indissociables.

900 millions de personnes souffrent de la faim sur terre et 40 millions en meurent chaque année. En Europe, 8 millions de nos concitoyens connaissent la faim au quotidien. Le nombre de paysans s'effondre et des centaines de millions de personnes s'entassent dans des villes incapables de leur offrir une activité et des conditions de vie décentes.

L'agriculture industrielle et productiviste, qui ne concerne qu'une petite minorité des paysans du Nord, n'est pas en mesure de nourrir correctement l'ensemble des habitants de la planète. La libéralisation du commerce imposée par l'OMC a aggravé les choses. Cet échec est terrible, cette situation est inacceptable. L'Union européenne, par les politiques commerciales agressives qu'elle a imposées, a été, avec les États-Unis, la principale responsable de cette crise. Elle doit arrêter de subventionner ses aliments exportés (poudre de lait, beurre, viande de porc...) dont les prix bas dépriment les marchés locaux des pays en développement.

Sur la planète, aujourd'hui, 90 % des productions agricoles sont consommées localement et ne participent pas au commerce mondial. L'OMC a imposé ses règles internationales à l'ensemble des transactions commerciales agricoles et a, de ce fait, encouragé des politiques agricoles axées sur le développement des cultures d'exportations. Cette politique libérale a mis en concurrence plus d'un milliard de paysans qui travaillent à la main avec quelques millions d'agri-managers surmécanisés. Face à cette logique qui privilégie les intérêts des multinationales de l'agro-alimentaire, nous proposons que la souveraineté alimentaire, c'est-à-dire le droit des peuples et des Etats souverains de définir démocratiquement leurs politiques agricoles et alimentaires, soit reconnue comme un droit fondamental auprès des Nations-Unies.

L'objectif de la souveraineté alimentaire est de nourrir les populations locales avec des produits locaux, adaptés aux conditions agro-climatiques locales, et répondant aux habitudes culinaires des différentes cultures. Cela passe par le développement d'une agriculture paysanne familiale, autonome, productrice d'énergie alimentaire et créatrice d'emplois, s'appuyant sur des techniques agricoles adaptées aux contextes et aux environnements locaux. Cette reconstruction de l'agriculture locale et vivrière doit pouvoir se faire à l'abri, si nécessaire, de barrières douanières.

En espérant avoir répondu à vos attentes,

Sincères salutations,

Les candidat-e-s Europe Écologie

Rassemblement Europe Ecologie

Europe Écologie est un rassemblement de citoyen-nes né d'une ambition : celle de fédérer le « peuple écologiste » en vue des élections européennes du 7 juin 2009, sur la base d'un Appel et du Manifeste, en ligne sur www.europe-ecologie.fr.
Europe Écologie présente, dans chaque circonscription européenne, des listes représentatives de la diversité des écologistes : personnalités (Daniel Cohn-Bendit, Eva Joly), militant-es issus du monde syndical et associatif (José Bové, Jean-Paul Besset, Sandrine Bélier, Yannick Jadot), ou de mouvements politiques écologistes et régionalistes (Hélène Flautre, Michèle Rivasi, François Alfonsi, Harry Durimel). Les élu-es siègeront au sein du groupe Verts/ALE au Parlement Européen.

europe-ecologie.fr
Rassemblement pour une Europe Écologiste
6 rue du Chaudron, 75010 Paris | tél. 01 53 19 53 00 | courriel presse@europeecologie.fr